CHILI - Le laboratoire du néolibéralisme sous les feux de la rue

Régine et Guy Ringwald

lundi 13 janvier 2020, mis en ligne par colaborador@s extern@s

Ce qui arrive au Chili est très significatif. On peut constater en grandeur réelle où mène le système néolibéral. Sous le couvert de la dictature Pinochet, les Chicago Boys *avaient pu, sans aucun ménagement, installer ce type de société, bénéficiant de la force répressive du pouvoir militaire. Euphorie économique en termes de statistiques macro-économiques, dont bénéficient le petit nombre des privilégiés, descente dans la pauvreté, sans perspective d'en sortir, pour le plus grand nombre. On touche aux limites de l'exercice : le peuple n'en peut plus, il le crie, et… il n'a plus peur.*

Les origines

Dans les années 70, se fait jour la nouvelle théorie économique de Friedrich von Hayek [1] qui va être la base du néolibéralisme. Pour von Hayek, dès qu'il y a une amorce de contrôle ou de réglementation de la part de l'État dans le domaine économique, la ligne rouge est franchie : on est déjà dans une politique d'oppression et de discrimination. Il a une philosophie de l'homme : on ne peut comprendre les intérêts des autres, il est donc illusoire de vouloir faire quelque chose pour eux ; à plus forte raison si on raisonne sur la société. Pour lui, par conséquent, l'expression « justice sociale » est dénuée de sens, c'est l'économie qui structure toute la vie et la société. Sur le plan politique, il a fortement inspiré les politiques d'Augusto Pinochet, puis de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan. Dans sa conception du gouvernement, l'homme et la société n'ont pas à intervenir, il défend un « ordre spontané », évoluant comme le darwinisme. Il rejette la Déclaration universelle des droits de l'homme.

À sa suite, Milton Friedman [2] est le théoricien du monétarisme. Selon cette théorie, l'évolution de la monnaie doit suivre celle de l'économie : inutile d'avoir une politique monétaire de régulation. Seul le marché assure la prospérité économique. Il affirme la primauté de l'intérêt économique et du marché, sans considération pour l'individu. Le monde économique, dans sa quête permanente de compétitivité et de performance, est dépourvu de toute éthique.

Sur ces bases idéologiques, s'organise une nouvelle forme de société. L'État doit se cantonner aux fonctions de police, de justice, de défense, et n'intervenir en rien dans l'économie. Les pauvres sont simplement les perdants, ceux qui n'ont pas su se débrouiller, ceux qui n'ont pas mérité mieux. On en voit les limites : l'État est empêché de définir et assurer « le bien commun », la société est atomisée.

Le Chili, laboratoire du néolibéralisme

Lors de la prise de pouvoir par Pinochet, un groupe d'économistes formés par l'École de Chicago, et qu'on appelle les « *Chicago boys* », sont appelés au pouvoir. Ils mettent en œuvre immédiatement les principes de von Hayek et Friedman. Toute l'économie, et la vie des gens, sont livrées au pouvoir de la finance. Les coupes dans les budgets sociaux, et le programme de privatisations massives, provoquent une hausse importante des inégalités. Si les classes aisées [3] ont ainsi bénéficié de l'expansion économique, pour les classes populaires, c'est une catastrophe. Le programme comporte des coupes drastiques dans les dépenses sociales : ce projet a besoin de la force pour s'imposer. Avec Pinochet, les conditions sont réunies. On considère que le Chili a servi, à cette époque (1973-1990) de laboratoire du néolibéralisme. Encore aujourd'hui, le taux de croissance est devenu, dans les classes aisées et riches, le seul indicateur pris en considération, sans souci de la répartition des richesses créées. C'était encore l'argument de

campagne du président actuel, Sebastián Piñera, lors de la dernière élection, en 2017.

Les conséquences, causes du soulèvement

Les principes que nous venons d'évoquer, mis en place dans toute leur rigueur, conduisent à une privatisation généralisée. L'exemple de l'eau développé dans les colonnes de *Golias* par Eva Lacoste [4] est un exemple particulièrement significatif. Quand on dit que tout est privatisé, c'est tout : les services publics, la santé, les retraites, l'enseignement. Le droit du travail organise la précarité.

Le système de retraites, établi sous la dictature Pinochet par José Piñera (frère de l'actuel président), est aux mains de fonds de pension qui exercent un véritable racket de leurs adhérents. Une professeure d'Antofagasta qui gagnait 1,2 million de pesos (1 365 €) s'est vu attribuer une retraite de 185 000 € (210 €), soit 15 % de son revenu antérieur. Un reportage télévisé montre une femme de la classe moyenne dont la retraite est de 170 € par mois : pas une exception. Les défenseurs du système s'enorgueillissent de ce que les assurances retraite ont parfaitement rétabli leurs profits après la crise de 2008.

Les personnes âgées qui vivent dans ces conditions ne peuvent pas se soigner. Le prix des médicaments fait l'objet d'études montrant qu'il est parmi les plus élevés du monde. On a vu des personnes présenter leur ordonnance au pharmacien et repartir sans acheter, car les médicaments étaient trop chers. Les médecins ne prescrivent pas de génériques, influencés qu'ils sont par les laboratoires qui dépensent 200 millions de dollars par an pour faire leur promotion auprès des praticiens. Quant à l'accès à la médecine, c'est le secteur privé ou la misère.

Pour bénéficier d'un enseignement convenable, de nombreux étudiants doivent s'endetter. Or, les universités chiliennes sont les plus chères de la zone OCDE. Avec le jeu des intérêts, ils se retrouvent ensuite devoir rembourser, sur de nombreuses années, beaucoup plus que ce qu'ils ont réellement dépensé. Le droit à l'éducation est une notion inconnue.

Ne quittons pas ce sujet sans parler du surendettement, un corolaire du creusement des inégalités, et de la difficulté d'un grand nombre d'arriver « à la fin du mois ». Nous avons vu le sort fait aux retraités, mais le salaire minimum est de 300 000 pesos (340 €), le salaire moyen 573 600 (660 €), avec des prix pas très loin des prix européens. Celui qui n'a pas assez pour vivre doit sans cesse s'endetter : de cette spirale, il est connu qu'on ne sort pas. Or le système néolibéral du tout marché, tout économique, tout financier, impose un certain modèle de consommation… Selon les études récentes, 50% des 9 millions de travailleurs sont endettés. Pour eux, cela a des répercussions sur la santé mentale : les symptômes dépressifs touchent 25% de la population pauvre, chiffre sous-évalué étant donné le faible accès à la santé mentale dans un système privatisé. L'économiste Alejandro Marambio confirme que « tout passe par un problème de faible revenu et un réseau de protection sociale presque inexistant ».

Ne nous y trompons pas. D'après les principes de von Hayek et Milton Friedman, cet état de fait n'est pas une dérive accidentelle, ni des erreurs qu'il faudrait corriger, cela fait partie du programme.

On aura pu voir, au cours de cette présentation, bien des situations qui rappellent ce qui peut se passer dans d'autres pays (dont le nôtre évidemment), maintenant que beaucoup sont touchés par les mêmes mécanismes : dépérissement du politique, tout marché, tout financier, appauvrissement de la classe moyenne, niveaux d'enrichissement hors de toute mesure, révolte à caractère spontané, répression violente. Ce qui est significatif, c'est que la révolte populaire de masse contre les effets du néolibéralisme parte du pays-laboratoire.

Le peuple se lève

Le 15 octobre, le président Piñera exulte : « le Chili est une oasis en Amérique Latine ». Le Chili est membre de l'OCDE, le PIB par habitant est le plus élevé de la région. Il s'apprête à accueillir la COP 25 et la Conférence des pays du Pacifique [5]. Il a été invité au G7 à Biarritz.

Trois jours après, l'oasis s'enflamme ! C'est une révolte dont le facteur déclenchant est l'augmentation du prix du billet de métro (il est vrai qu'il est très élevé pour les petits revenus), mais la raison de fond est plutôt à chercher dans les éléments que nous venons de survoler. Ce sont des jeunes qui lancent spontanément l'opération qui va causer des dégradations importantes dans un métro moderne et en extension régulière. Piñera change de ton : le Chili est « en guerre contre un ennemi puissant et implacable », ennemi qui n'est pas nommé. État d'urgence et couvre-feu, l'armée dans les rues : on n'avait pas vu cela depuis Pinochet. Très vite, on constate que ces mesures n'intimident pas la population, et renforcent sa détermination. Le 25 novembre, l'ennemi se démasque, on va savoir son nom, c'est le peuple du Chili : 1,2 millions de « délinquants » sont dans les rues de Santiago, des centaines de milliers à Valparaiso et à Concepción, d'autres encore partout ailleurs. Piñera doit s'excuser (du bout des dents), mettre fin au couvre-feu et (officiellement du moins) à l'état d'urgence.

Les manifestations se poursuivent, parfois ponctuelles, parfois locales, elles s'infiltrent dans les beaux quartiers, mais la répression ne faiblit pas. Les moyens sont sans mesure : plus de 20 morts, plus de deux mille blessés, des viols et des cas de torture sont signalés. Le plus spectaculaire, le plus barbare sans doute, est l'usage de balles dures tirées dans les yeux : plus de 280 personnes ont perdu un oeil. Le cas du jeune Gustavo Gatica, 21 ans, qui photographiait (pas vraiment violent), place d'Italie, a beaucoup ému. Le diagnostic final a été connu le 27 novembre : il a perdu l'usage de ses deux yeux : « J'ai offert mes yeux pour que les gens se réveillent ». Ses copains vont apprendre le braille pour l'aider.

Officiellement, tout est fait selon les protocoles, les balles sont « conformes à un dossier technique préparé par la Direction logistique des carabiniers ». Cependant, une étude de l'Université du Chili a établi que ces balles, en caoutchouc, « contiennent 20% de caoutchouc et les 80% restants correspondent à d'autres composés… silice, sulfate de baryum et plomb ». Elles sont très dures. Les photos des malheureux éborgnés s'étalent dans la presse. Le président a dû reconnaître des violences de la part des policiers, annoncer qu'il y aurait des enquêtes. On attend les résultats. Le 22 novembre, le Général Bassaletti, commandant les carabineros a fait une sortie qui donne une idée de l'état d'esprit des « forces de l'ordre » : « Notre société est atteinte d'une maladie grave. Supposons qu'il s'agisse d'un cancer … Le cancer est traité par chimiothérapie et dans d'autres cas par radiothérapie. Lorsque vous essayez de résoudre ce problème, vous tuez les bonnes et les mauvaises cellules. C'est le risque que vous courez lorsque vous utilisez des armes à feu ». Il a tout-de même dû se rétracter.

Amnesty International a envoyé une mission et rédigé un rapport, mais la délégation n'a pas été reçue dans les instances gouvernementales, et le rapport a été rejeté. Il disait notamment : « Au Chili, il existe une politique de violation des droits humains dans le but de nuire aux manifestants et de neutraliser la protestation sociale ». Human Rights Watch apporte des preuves solides de l'usage excessif de la force, et émet des recommandations visant à prévenir les abus. Son représentant, José Miguel Vivanco, note des carences structurelles dans la supervision des agissements des carabineros. Cependant, lui a pu rencontrer le Président Piñera. C'est que son rapport, pourtant sévère, ne parle pas de l'existence d'une politique violant ouvertement les droits humains. Ce qui a permis au gouvernement de le 'récupérer' à son avantage. Mais les observateurs font ressortir la gravité des actes de répression qu'il dénonce.

Les rues sont quand même le lieu de rencontres festives, les chants d'Angel Parra résonnent de nouveau, on a vu des portraits d'Allende : « Pour toi, nous avons ouvert de larges avenues », allusion au dernier discours du Président dans le palais de la Moneda assiégé par les militaires. Tous les âges sont dans la rue, et la jeunesse se manifeste. Ils n'ont connu ni Allende, ni même Pinochet, ce n'est pas une révolte du souvenir, on est bien dans les problèmes du présent. D'ailleurs, dans les années récentes, il y a eu d'autres manifestations de jeunes, les lycéens et les étudiants réclamant un système éducatif accessible et de meilleure qualité [6]. Un lieu de fréquents rassemblements, la Place d'Italie, a été rebaptisée « Place de la dignité » ; ce nouveau nom figure déjà sur Google Maps ! Des graffiti fleurissent sur les murs, comme au temps de l'Unité populaire. On a pu voir parmi les images peintes, un visage de Christ éborgné, avec cette légende : « Ne leur pardonne pas, ils savent parfaitement ce qu'ils font ».

Un système politique bloqué

Au Chili, comme ailleurs dans le cadre néolibéral, les politiciens sont dépossédés des moyens d'action pour mener vraiment une politique. Ils sont déconsidérés, ainsi que les corps intermédiaires. Il faut dire aussi qu'au Chili, les parlementaires ne se privent pas : leur salaire est 40 fois le salaire minimum, le plus élevé du monde (en parité de pouvoir d'achat) [7]. Ils viennent de voter une réduction de 50%, ce qui va les ramer à la cinquième place, pas encore la misère.

La revendication qui s'affirme, et déjà avant la révolte, concerne une assemblée constituante : on pourrait se demander pourquoi des revendications à caractère social se focalisent sur la constitution. Arrêtons-nous sur l'aspect politique.

Quand Pinochet a laissé la place, la transition a fait l'objet d'un accord entre le pouvoir militaire et ce qu'on appelle « la concertation démocratique », coalition de partis du centre et de gauche, qui allait être au pouvoir pendant 20 ans. En fait, cet accord entérinait le maintien de la constitution mise en place en 1980 sous la dictature, et d'engagements pris vis-à-vis du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC. L'armée quittait le pouvoir mais s'était assuré des postes (Pinochet demeurait commandant en chef et sénateur à vie). Le mode de scrutin pour les élections au parlement, unique au monde et presque inimaginable [8], garantissait la présence de deux blocs à peu près égaux, paralysant l'institution. Par la suite, des changements ont été progressivement apportés, à la marge, et sans toucher à l'économie.

Rien n'est possible sans refonder les institutions, ce que la droite a toujours bloqué et encore récemment. Quelques jours après l'accession en mars 2018 de M. Piñera à la présidence, son gouvernement avait annoncé qu'il ne permettrait pas l'examen d'un projet de loi que la présidente précédente, la socialiste Michelle Bachelet (2014-2018), avait soumis au Congrès pour modifier la Constitution. Or c'est devenu la revendication centrale. Le gouvernement a dû déjà céder sur le principe.

Une nouvelle constitution

Le 15 novembre, un accord âprement discuté a été conclu entre parlementaires de la majorité (droite) et de l'opposition, à l'exception des plus à gauche, mais qui peuvent encore s'y rallier. L'« Accord pour la paix sociale et une nouvelle constitution » prévoit, en avril 2020, un référendum posant les bases d'une nouvelle *carta magna*. Plusieurs questions : le principe d'une nouvelle constitution, et le cas échéant (probable), le mode d'élaboration : une convention formée pour moitié de citoyens et de parlementaires, ou bien une assemblée élue de citoyens. Ces organes seraient élus en octobre 2020. Des discussions qui s'annoncent difficiles sont engagées pour définir le cadre de travail. Cet accord a été critiqué comme émanant de politiciens discrédités sans mandat spécifique, s'entendant « entre quatre murs ».

Mais, selon un sondage, le projet est massivement approuvé, 67% se prononçant pour une constitution entièrement nouvelle, et 60% pour une assemblée citoyenne. Le Chili n'a jamais connu, au cours de son histoire, un tel processus constitutionnel. La rue n'est pas sur la même tempo, risque-t-elle de s'impatienter ?

Deux pays qui ne se rencontrent pas

Ce mouvement, parti du peuple, touche aussi les classes moyennes, sur lesquelles pèsent les conditions de vie. Il n'a pas de leader, pas d'organisation, les revendications se dispersent. Il est certain que de vrais délinquants cassent, brulent et pillent, sous couvert du mouvement social, comme le 27 novembre eu centre de Valparaiso. Les carabineros sont eux aussi l'objet d'attaques, et comptent des blessés dans leurs rangs. Ces excès font craindre à certains une réaction extrême, d'autres l'appellent de leurs voeux. Les médias sont accusés de montrer surtout les violences, et pas beaucoup les manifestations pacifiques.

Aux premiers jours de la révolte, certains journaux, chez nous, ont titré un peu vite sur la mort du néolibéralisme. Il est encore solidement installé : le pouvoir a tous les moyens de coercition, la

bourgeoisie d'affaires tient solidement l'économie. La droite traine les pieds dans les discussions sur la préparation d'une nouvelle constitution. Le 26 novembre, les camionneurs se sont manifestés pour menacer de bloquer le pays, demandant une réaction des autorités : « Aucun soulèvement populaire violent n'a été étouffé par des concessions aux criminels, mais par l'imposition de la force publique ». Voilà qui rappelle les mouvements des camionneurs contre le gouvernement Allende.

Les classes aisées, ne parlons pas des très riches, ne comprennent pas le problème, ne voient pas, au sens strict, tous ces millions de pauvres. Leur sens du respect des droits humains est fortement émoussé. Ce n'est pas un ajustement de la politique qui est nécessaire, c'est changer de système économique : les manifestants ne sont pas au bout de leur peine. Nul ne peut dire ce qu'ils obtiendront, au-delà des premières mesures immédiates déjà annoncées [9], et qui ne peuvent convaincre. Ils sont conscients, leurs slogans le montrent : « Ce n'est pour 30 pesos, mais pour 30 ans », ou encore « Ils nous ont tout pris, même notre peur ». Nous ne pouvons nous empêcher de rapprocher cela de ce que disaient les laïcs catholiques chiliens réunis en synode, en janvier : « Nous n'avons plus peur ». Il se passe quelque chose au Chili.

Source : *Golias Hebdo* n° 603, semaine du 12 au 18 décembre 2019.

Reproduction par les auteurs de l'article.

Notes

[1] Friedrich von Hayek (1899-1992) né autrichien mais citoyen britannique, Prix Nobel d'économie en 1974.

[2] Milton Friedman (1912-2006) est états-unien. Il a lui aussi reçu le Prix Nobel d'économie, en 1976.

[3] Dans le Chili d'aujour'hui, 1% de la population détient plus de 25% de la richesse. Piñera fait partie des 5 familles les plus riches. Sa fortune approche 3 milliards de dollars.

[4] Voir *Golias Hebdo*, n° 597.

[5] Il a évidemment dû renoncer à organiser ces grands rendez-vous internationaux

[6] Révolte des pingouins en 2006 (allusion à l'uniforme des collégiens), manifestations étudiantes en 2011 et de nouveau en 2016, cette fois rejointes par des syndicalistes.

[7] Source : étude PNUD (2016).

[8] Scrutin dit binominal, entrainant de fait l'élection d'un député de chacune des deux coalitions, les autres étant presque toujours éliminés.

[9] Hausse de 50% du salaire minimun et de la retraite minimum, pour… les plus de 80 ans, approvisionnement en médicaments par le système de santé public.